

Toulouse, le 1^{er} avril 2020

1^{er} avril 2019, 1^{er} avril 2020 : Nous n'oublierons pas !!!

Il y a un an, 40 agents de la DRFiP 31 recevaient un avis d'huissier les traduisant devant le Tribunal Administratif. La période dramatique que traverse le monde et notre pays n'oblige pas à l'oubli.

Monsieur le directeur,

Il y a un an, dans votre bureau, nous étions destinataires en tant que représentant-es des syndicats de votre direction et en mode « poignard dans le dos », d'un avis d'huissier nous assignant au tribunal administratif. Dans la journée, il en était de même pour 40 de nos collègues, sur leur lieu de travail ou leur résidence personnelle, selon des méthodes qu'en d'autres temps on aurait qualifiées de « policières ».

Cette situation, inédite dans notre administration, a représenté et représente encore un véritable traumatisme pour celles et ceux qui ont eu à la subir, mais aussi pour nombre d'agents et de chefs de services.

La période que nous traversons actuellement voudrait nous pousser à l'unité. Malgré toutes les limites et contraintes qui nous sont posées et que nous essayons de résoudre au quotidien, agents et responsables syndicaux donnent tout pour participer, au risque de leur santé, si ce n'est à cette unité au moins à l'aide de nos concitoyens. Et nous le faisons avec le sens de l'intérêt général que requièrent nos missions et que consacre notre statut de fonctionnaire que d'aucuns voudraient supprimer.

Pour autant, sachez que nous n'oublions rien de cette année écoulée, rien de ces actes et nous n'oublierons jamais. Parce que cette décision que vous avez prise et assumée avec ministre et directeur général restera une trace indélébile et honteuse qui pèsera sur vous et vos collaborateurs qui l'ont soutenue et accompagnée.

Cette pandémie meurtrière montre à quel point notre société est fragile économiquement et socialement. Elle montre à quel point nous avons toutes et tous besoin d'un état social présent et fort dans tous les secteurs de notre vie. C'est pour cela qu'il y a un an, nous étions déjà mobilisés contre le projet Darmanin et que nous continuons à en revendiquer l'abandon. Pour sauver notre administration, son rôle et ses agent-es.

La DGFIP a une place centrale dans cette machine gigantesque qu'est cet État que d'aucuns vilipendaient hier et supplient aujourd'hui. Et nos collègues montrent au quotidien, avec un immense dévouement et un grand sens du service public, qu'elles et ils prennent toute leur place dans ce bien commun qu'est le Service Public.

Nous n'oublions rien et c'est d'ailleurs pour ça que dans tous nos rendez-vous téléphoniques nous terminons par notre exigence que cette réforme soit abandonnée et qu'à tout le moins nombre de ses effets en 2020 et 2021 soient annoncés comme abandonnés dès maintenant. Ne pas entendre cette demande serait une folie tragique pour les citoyens, comme pour les agents.

Nous ne manifesterons pas sous vos fenêtres pour marquer cette date comme nous l'avions prévu. Mais nos pensées restent tournées vers ce sinistre 1^{er} avril 2019 qui a révélé une profonde fracture entre la hiérarchie et les agents. Il serait digne et responsable d'éviter de la réveiller en abandonnant tous vos projets.

En attendant, dans ce malheureux entracte dans lequel nous essayons de tenir avec la plus grande dignité notre rôle de représentants des personnels, nous tenions à vous dire à nouveau que notre indignation est intacte.

Salutations syndicales

Le bureau de *Solidaires Finances Publiques 31* et sans aucun doute au nom de centaines d'agents